

## Burundi : associations et syndicats en campagne contre la misère

@rib News, 04/11/2011 – Source AFP Un collectif de centaines d'acteurs de la société civile burundaise interpelle le gouvernement sur la vie chère, et rappelle que 70% de la population vit sous le seuil de pauvreté, dans un pays où le prix de l'eau aurait augmenté de 200% en un an. Selon ce collectif, le prix du passeport a augmenté de 350%; celui de l'assurance automobile de plus de 100%, celui de l'eau de 201% et celui de l'électricité de 124% pour les ménages, en moins d'une année. De même, le prix du haricot, du riz et de la farine de manioc, aliments de base au Burundi, ont augmenté de plus de 60%.

Les principales organisations de la société civile du Burundi ont lancé jeudi une campagne contre la vie chère. Elles demandent au gouvernement de mettre en place un dialogue pour trouver des solutions appropriées. Cette campagne, lancée par un collectif qui regroupe plus de 200 associations ainsi que la quasi-totalité des syndicats du Burundi, a pour but de tirer les contribuables d'une situation devenue infernale, a déclaré Eulalie Nibizi, vice-présidente de la Confédération des syndicats du Burundi (Cosybu), au cours d'une conférence de presse ce jeudi. « Aujourd'hui, un fonctionnaire burundais, sans parler d'un simple citoyen, n'arrive plus à joindre les deux bouts à cause de l'augmentation excessive du prix de certains produits, de taxes exorbitantes et de la corruption », a-t-elle poursuivi. Selon ce collectif, le prix du passeport a augmenté de 350%; celui de l'assurance automobile de plus de 100%, celui de l'eau de 201% et celui de l'électricité de 124% pour les ménages, en moins d'une année. De même, le prix du haricot, du riz et de la farine de manioc, aliments de base au Burundi, ont augmenté de plus de 60%. « Alors que la population s'enfonce dans une misère sans nom, les dignitaires burundais s'enrichissent d'immenses fortunes notamment parce qu'ils se sont octroyés le droit de ne pas payer l'impôt professionnel sur le revenu (IPR) », a accusé la leader syndicale, dénonçant également le fait qu'ils se sont octroyés la gratuité de l'eau, de l'électricité, du carburant, du téléphone. Environ un millier de responsables au Burundi bénéficient de ces avantages, selon une étude de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations (Olucome). « Nous demandons au gouvernement un cadre de dialogue pour chercher ensemble des solutions à ces questions tout de suite », a exigé Mme Eulalie Nibizi. Près de 70% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté au Burundi, pays d'Afrique centrale dont l'économie a été ruinée par treize ans de guerre civile, de 1993 à 2006, et qui est considéré comme un des cinq pays les plus corrompus du monde.